

Cause Commune ^{#31} express

Journal anarchiste

Depuis 2004

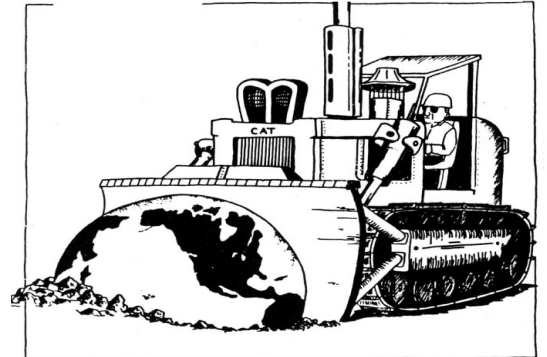
Lutte pour le Fjord Détruire le capitalisme ou la vie?

« L'une des plus grandes richesses du Saguenay est son patrimoine naturel: un fjord continué par la vaste Baie des Ha! Ha!, la rivière Saguenay à l'image d'un fleuve, l'immense lac Kénogami, la forêt mixte à la frontière de la forêt boréale [...] Il est important pour l'Équipe du renouveau démocratique de protéger cet environnement et de le mettre en valeur », précise le programme de l'ERD. Il aurait fallu y ajouter: tant et aussi longtemps que la protection de l'environnement n'entre pas en contradiction avec la sacro-sainte croissance économique.

On repassera pour le « renouveau » et le « démocratique »

Une fois élue à la mairie de Saguenay, Josée Néron (ERD) a rapidement démontré que sa nouvelle administration était tout autant tournée vers le milieu des affaires que l'ancienne administration Tremblay. Elle facilite le développement de projets extractivistes comme GNL Saguenay, Métaux BlackRock et Arianne Phosphate en injectant des fonds publics dans des études et des installations qui serviront et profiteront au secteur privé: « Le fait que la zone IP (ZIP, zone industrialo-portuaire) optimisera l'intermodalité des transports et la synergie entre les services portuaires, maritimes et les industries constitue un atout majeur pour attirer les entreprises. D'autant plus que Grande-Anse, un port en eaux profondes, accessible à l'année, facilite l'approvisionnement et le transit des marchandises vers les marchés nord-américains et internationaux », affirme la mairesse.

Attention au sarcasme. C'est connu, le contenu du programme d'un parti et les discours sur la protection du patrimoine naturel, c'est bon pour les campagnes électorales. À moins qu'ils



et elles n'aient rien trouvé de mieux pour protéger le fjord que d'augmenter l'activité industrielle et le transport maritime.

Les emplois qui empirent un monde en désolation, ça ne sert à rien.

« L'État est toujours un pouvoir conservateur qui authentifie, régularise, organise les conquêtes du progrès mais ne les inaugure jamais. Elles ont toujours leur origine dans la base populaire... » - Sismondi

Qu'allons-nous faire quand il y aura un déversement dans le fjord? Ou encore quand la multinationale aura plié bagage une fois le sol épuisé et les millions amassés? Nous résigner et courber l'échine face à la grande entreprise au nom du développement et de l'emploi OU décider maintenant de briser ce cycle de misère et d'exploitation? Chose certaine, en laissant les politiciens et politiciennes nous diriger à leur guise, le seul avenir que nous nous assurons c'est celui du développement des inégalités, de la croissance des privilèges de leurs petits amiEs du patronat et la destruction durable de l'environnement. C'est à nous qu'il revient de bâtir une économie basée sur la satisfaction de nos véritables besoins et sur la pérennité des ressources.

Mettons fin au fatalisme et organisons la résistance aux grands projets destructeurs.

D'une lutte en cours : être à la hauteur de la tâche à accomplir

« Il s'agit de fabriquer des sentiers, de tisser des gestes comme une texture du monde, contre les infrastructures elles-mêmes. Des parcours de vie et de lutte qui ne peuvent être réduits à des lignes droites, mais dessinent plutôt l'épaisseur et l'enchevêtrement d'un territoire commun, avec sa géographie propre, où l'on ne pourrait plus séparer les êtres et les choses, les territoires et ceux qui y vivent, impossible extraction. » - Jean-Baptiste Vidalou, Être forêts : habiter des territoires en lutte

La catastrophe est déjà là, il suffit maintenant de voir comment nous allons l'affronter. Dans tous les médias, on nous parle de cataclysmes, de villes qui vont bientôt être submergées ou encore de records de température qui sont battus année après année. La sonnette d'alarme est tirée depuis bien longtemps. Mais en dehors du sensationnalisme des médias de masse où l'on croit être dans un film apocalyptique de science-fiction, c'est sur le territoire qu'il faut s'organiser et lutter.

(la suite en page 2)

(la suite du texte "D'une lutte en cours : être à la hauteur de la tâche à accomplir")

Les mesures environnementales mises en place par les différents gouvernements, comme celles adoptées lors de la COP21, sont ridicules. Elles servent juste à leur donner bonne conscience. La catastrophe ne tombe pas du ciel, c'est le capitalisme et les gouvernants qui l'ont créée avec quatre siècles d'extractivisme, de colonialisme et d'impérialisme. Ce qui nous attend ce n'est pas le développement durable et une vie meilleure via des réformes, mais la destruction durable de nos milieux de vie.

Au Saguenay-Lac-St-Jean sur le Nitassinan, nous sommes aux prises avec une brochette de grands projets destructeurs. On nous promet des emplois et des retombées économiques, mais à quel prix? Le projet de GNL Québec [1] – d'ailleurs qualifié de « calibre mondial » par ses propres promoteurs – consiste en l'installation d'un port méthanier sur le site de Grande-Anse (La Baie, Saguenay). Le chantier comprend la construction d'un gazoduc de 750 km et d'installations pour entreposer et réfrigérer le méthane avant de le transborder dans des cargos. Le gazoduc, qui va être relié au système de transport de gaz naturel déjà existant en Ontario, va traverser plusieurs cours d'eau et mettre en danger le milieu de vie de bon nombre de personnes. Au Québec, 43 municipalités vont être touchées par ce projet dont 15 pour le Saguenay-Lac-St-Jean. Il faut ajouter à cela le passage de centaines de méthaniers qui vont venir détériorer le fjord, le parc marin du Saguenay-St-Laurent et l'habitat du béluga.

La minière canadienne Métaux BlackRock va elle-aussi utiliser les installations portuaires de Grande-Anse. Ce projet extractiviste consiste à creuser une mine à ciel ouvert près de Chibougamau. Ensuite, les minerais de fer, de vanadium et de titane vont être acheminés jusqu'à une usine, qui reste à construire, à Grande-Anse afin de raffiner et de traiter le minerai. Finalement, le tout va être exporté par bateau afin de subvenir aux besoins des marchés internationaux. Comme à l'habitude, les fonds publics servent à financer les projets qui vont engraisser le secteur privé et une poignée de personnes. Le gouvernement du Québec a octroyé une « aide financière » de 185 millions de dollars à Métaux BlackRock, en plus de donner 63 millions à Port Saguenay afin de payer les infrastructures énergétiques (électricité et gaz naturel) nécessaires pour l'usine qui sera construite pour le projet de la minière.

Sur la rive nord du Saguenay, c'est la compagnie Ariane Phosphate qui met en danger nos

Extractivisme, kessé ça?

Dans ce journal, « extractivisme » fait référence à une économie basée sur l'extraction de ressources (minérales, pétrolifères, agricoles, animales, sylvicoles, etc.) du milieu naturel, pour ensuite les vendre sur les marchés, habituellement, internationaux. Les projets destructeurs sont imposés aux communautés par une alliance formée de l'État et du Capital (dans ce cas, des entreprises et la finance). Les gouvernements aident les entreprises en leur fournissant de l'aide financière et/ou des infrastructures payées à même les fonds publics (routes, électricité, bâtiments, etc.). Au besoin, l'État n'hésite pas à alléger les lois afin de faciliter la mise en place de projets extractivistes, à bâcler des études environnementales ou simplement de les ignorer. Le tout dans une perspective de « création d'emplois » et pour recevoir de minimales redevances. L'extractivisme fait partie prenante du colonialisme et de la domination du Nord (Amérique du nord, Europe) sur le Sud (Amérique latine, Afrique, etc.). Bien souvent, les projets ont lieu sur des territoires autochtones non-cédés et viennent détruire le milieu de vie des Premières Nations touchées et bafouer leurs droits. Les ressources naturelles du Sud sont pillées afin d'enrichir une poignée de personnes à la tête de multinationales et pour soutenir la société de consommation du Nord. Le Canada est un bon exemple d'une économie extractiviste. Rappelons que 66% de l'extraction minière mondiale est réalisée par des compagnies canadiennes.



milieux de vie. La minière canadienne veut exploiter une mine de phosphate à ciel ouvert située au Lac à Paul dans les monts Valin. Si le projet se réalise, c'est 55 000 tonnes de minerai par jour qui vont être traitées dans le but de produire 3 millions de tonnes de concentré phosphaté (de l'apatite) par année. Il faut ajouter à cela l'utilisation du chemin forestier hors-normes L-200 par des camions lourds qui feront des centaines d'allers-retours afin de transporter le produit extrait au port qu'Ariane Phosphate espère faire construire à Sainte-Rose-

du-Nord. Il s'agirait d'un troisième port industriel sur le Saguenay après ceux de Grande-Anse et de La Baie. Et encore une fois, c'est le même scénario qui se déroule, c'est-à-dire d'immenses bateaux qui naviguent dans le fjord et sur le fleuve Saint-Laurent, des milieux de vie déjà très fragiles.

(la suite en page 3)

(la suite du texte "D'une lutte en cours : être à la hauteur de la tâche à accomplir")

Avec les projets de Métaux BlackRock, de GNL Québec et des navires de Rio Tinto qui utilisent le Saguenay et le fleuve, il est certain que tout cela vient ajouter plusieurs clous au cercueil des bélugas et de bien d'autres espèces. Une voie pavée vers l'extinction. Et comme cerise sur le gâteau, le gouvernement du Québec a donné 1,5 million de dollars à Ariane Phosphate pour l'aider dans son aventure destructrice.

La Finalement, un quatrième projet lié à l'extractivisme est dans les bacs pour le Saguenay-Lac-St-Jean. Un « gros joueur » de l'industrie du gaz naturel espère pouvoir construire une usine de liquéfaction à Jonquière afin d'alimenter les alumineries et les mines sur la Côte-Nord et au Nord-du-Québec. Les éluEs du conseil de ville de Saguenay se sont alors empresséEs de se réunir en séance extraordinaire à la mi-octobre afin de prendre les devants et se positionner à une semaine de la date limite pour le dépôt d'un projet. En août dernier, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et la Société du Plan Nord ont lancé un appel d'offres pour ce projet. Les conseillers et conseillères espèrent ramasser quelques miettes des immenses profits que va en retirer ce « gros joueur », entre-autre via un compte de courant à Hydro-Jonquière qui alimenterait l'usine en électricité. Un gazoduc d'Énergir se rend à Jonquière, faisant de cette ville un endroit de choix. La mise en fonction de l'usine est espérée pour 2022.

Une rupture s'impose!

Les gouvernements et les dirigeants de grandes entreprises tentent de nous faire croire que l'on peut s'en sortir avec un capitalisme vert alors que le problème de tout cet anéantissement, c'est le capitalisme. Leurs accords servent qu'à poser un verni vert sur leurs intérêts. Nous devons nous opposer à tous ces discours de transition, de surproduction et de capitalisme à « visage humain ». Il n'y a pas d'énergie de transition. Au même moment où l'on essaie de nous vendre le gaz naturel comme une ressource verte qui va nous amener dans un monde sans pétrole, l'exploitation de cette énergie fossile continue à bon train et les exploitateurs continuent à ouvrir de nouveaux puits afin de sortir cet « or noir » du sous-sol. Il n'y a pas d'énergie de « transition », mais une multiplication des ressources exploitables. Nous devons abattre cette idéologie de domination, d'exploitation et de destruction. Que vaut un champ d'éoliennes bâti sur le sommet d'une montagne dynamitée? Ou encore un barrage hydroélectrique qui immerge un territoire innu? Il faut repenser nos modes de production et de consommation. Toute cette destruction gérée par une poignée de personnes et malgré les profits records qu'elles engrangent, nous sommes toujours obligés de payer la facture et de ramasser les pots cassés (désolation environnementale, décontamination, etc.). Nous

Les femmes et les enfants d'abord

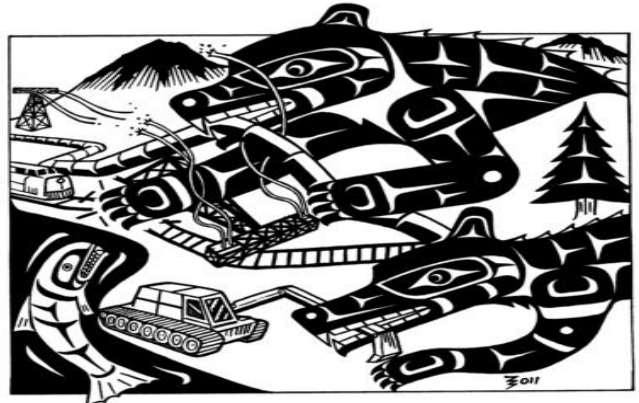
La lutte à la destruction de nos milieux de vie, si elle doit être l'affaire de tout le monde, doit mobiliser tout particulièrement les femmes et les enfants. Au cours des quarante dernières années, plusieurs vagues d'écoféministes ont mis en lumière l'intersection où se croisent les luttes écologistes et les revendications féministes. Comme c'est souvent le cas dans les discours féministes, voulant parler des femmes, certaines écoféministes ont également théorisé le rapport qu'entretiennent d'autres groupes opprimés face aux injustices écologiques. La question des enfants et de la reproduction de la vie au sens plus large est centrale dans plusieurs réflexions écoféministes.

Dans le cadre des mobilisations contre les projets qui menacent notre région, nous avons vu se concrétiser cette sensibilité annoncée par les écoféministes de la part des femmes et des enfants. Samedi le 10 novembre 2018 environ 400 personnes se sont rassemblées à Chicoutimi pour dénoncer la série de grands projets industriels qui promettent d'envahir et détruire le Fjord du Saguenay au cours des prochaines années. Parmi les gens qui sont sortis de chez eux par cette après-midi pluvieuse, on comptait un bon nombre d'enfants. Lors de la deuxième vague de manifestations le 8 décembre dernier à Chicoutimi et à Alma, une élève d'Alma a invité les camarades de son école à se joindre à la manifestation pour le climat. À la vue des photos des manifestations sur les réseaux sociaux, certains internautes ont réagi en constatant la présence de tant d'enfants. « 100 adultes 200 enfants on connaît ça des manifestations de ce genre apporte le plus de monde possible même s'ils ne sont pas au courant de la cause !!!!! » commentait un internaute. Peut-on réellement attribuer cette forte présence d'enfants à une simple manipulation de la part de leurs parents?

(la suite au verso...)

avons un monde à défendre et pour nous, c'est ici au Saguenay-Lac-St-Jean sur le Nitassinan que ça commence!

1. GNL Québec est propriétaire de Gazoduc Inc., compagnie chargée du projet de conduite de gaz naturel, et d'Énergie Saguenay.



(la suite du texte "Les femmes et les enfants d'abord")

Il est assez simple de comprendre l'importance et la pertinence de la participation des enfants dans la lutte à de tels projets destructeurs. Ce sont eux qui devront tenter de vivre sur une planète souillée et éventrée, sur un territoire avec lequel on aura laissé se torcher Rio-Tinto, Ariane-Phosphate, GNL Saguenay et Métaux BlackRock. Les enfants font partie de la société et du monde; ils sont capables de comprendre et de s'organiser. Greta Thunberg, une jeune activiste suédoise de 15 ans, a réussi à mobiliser des milliers d'élèves à travers le monde à faire la grève de l'école tous les vendredis pour protester contre l'inaction des gouvernements face aux changements climatiques. Lors d'une allocution à la COP24, elle déclarait devant les centaines de représentant.e.s des pays présents : «Vous n'êtes pas assez mature pour dire les choses comme elles sont. Même ce fardeau, vous le laissez à nous, les enfants. [...] Vous dites que vous aimez vos enfants par-dessus tout, et pourtant, vous volez leur avenir sous leurs yeux. » Souhaitons que le mouvement initié par Thunberg s'étende aux écoles de la région aussi rapidement que possible. Les enfants ne constituent pas une banque de futurs travailleurs ou un investissement à faire fructifier; ce sont des êtres sensibles et parfois inquiets. La lutte contre la destruction de l'environnement est et sera pour eux une question très concrète de survie.

La lutte contre ces projets destructeurs nous concerne plus particulièrement en tant que femmes. Dans un monde où domine largement une logique de production/consommation, les femmes sont encore associées à la sphère dévalorisée de la reproduction. Assurer la reproduction de la vie, c'est entre autres prêter son corps à la mise au monde des enfants, mais c'est également et surtout, tous les soins qui doivent être apportés à la vie pour la maintenir.

Ce deuxième sens du travail de reproduction est encore disproportionnellement rempli par des femmes. Il peut prendre la forme de travail rémunéré (santé, soins aux personnes âgées, enseignement primaire et secondaire, etc.), ou de travail non rémunéré (préparation des repas, lessive, ménage, etc.).

Nombreux sont ceux qui applaudissent ces



projets sous prétexte qu'ils apporteront en région beaucoup de « bons » emplois. Selon quels critères considère-t-on qu'il s'agisse de « bons » emplois? Des emplois axés sur la production, voire sur la surproduction sans lendemain? Nous valorisons systématiquement les emplois traditionnellement et encore largement masculin comme si les projets destructeurs des entreprises privées étaient l'incarnation de Dieu venus nous bénir de leur sacro-saint emplois alors que les infirmières, les enseignantes, les travailleuses du milieu communautaire s'épuisent dans des emplois précaires à tenir à bout de bras notre société malade. Un emploi du temps qui soit réellement bon devrait nous permettre d'assurer le soin nécessaire à la reproduction de la vie; et non seulement de mettre du pain sur la table aujourd'hui tout en saccageant le futur.

Il y a fort à parier que les emplois qu'apporteront en région ces projets seront largement occupés par des hommes. En 2012, les femmes représentaient à peine 1,3% de la main d'œuvre dans le domaine de la construction. Et que ces femmes, défiant le stéréotype de genre, devaient s'attendre à vivre du harcèlement et de la discrimination sur leur lieu de travail. On peut espérer le contraire, mais c'est sans doute également ce qui attend les femmes de la région qui s'essayeront à ces nouveaux emplois.

Peu importe, cette logique d'appropriation, d'exploitation et de destruction de la nature dans laquelle s'inscrivent ces promesses n'a que trop duré. Il est plus que temps que nous mettions la vie au centre de nos priorités. C'est nous qui devons vivre sur le territoire éventré qu'Ariane Phosphate laissera derrière elle dans 26 ans. C'est parce que nous devons prendre au sérieux les responsabilités que les générations ont les unes envers les autres, que nous ne pouvons pas consentir silencieusement au saccage de notre territoire. Nous devons nous battre, les femmes et les enfants d'abord.

Le Collectif anarchiste Emma Goldman est une organisation politique active dans la région du Saguenay-Lac Saint-Jean depuis 2008. Nous militons pour des mouvements sociaux combatifs et l'émergence d'une gauche libertaire large et ouverte. Nous distribuons le journal Cause Commune et le bulletin régional Le Pic-Bois. Identifié-e-s au courant anarchiste / autonome, nous participons au développement théorique et à l'implantation de ces idées et pratiques.

Courriel : cegsaglac@riseup.net
Retrouvez nous sur le web à ucl-saguenay.blogspot.ca

